



**Accord AXA France sur les salaires
du Personnel Administratif
(Période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021)**



Entre les sociétés AXA France IARD et AXA France Vie, ci-dessous dénommées l'entreprise AXA France, représentée par Madame Diane DEPERROIS, agissant en qualité de mandataire unique des entreprises concernées,

d'une part,

et les organisations syndicales représentatives signataires,

d'autre part,

il est convenu des dispositions suivantes.

PREAMBULE

L'année 2020 a été marquée par une crise sanitaire sans précédent avec des conséquences économiques importantes. Cette situation va se prolonger en 2021 et les perspectives d'évolution du contexte économique pour l'année à venir sont aujourd'hui incertaines.

C'est dans ce contexte que les partenaires sociaux d'AXA France se sont réunis les 11 décembre 2020 et 18 janvier 2021 afin de mener la négociation d'entreprise sur les salaires.

Les parties signataires, conscientes de la situation économique et sociale, ont souligné l'engagement des collaborateurs d'AXA France dans cette période difficile, et après avoir constaté en fin d'année 2020 une évolution négative de l'inflation ont souhaité, dans le prolongement de l'accord cadre RSG du 20 janvier 2021, préciser dans le présent accord, les lignes directrices de progression des éléments de salaires des personnels administratifs pour l'année 2021.

Elles sont convenues des dispositions suivantes.

SOMMAIRE

TITRE 1. PORTEE DE L'ACCORD	5
Article 1. Période concernée	5
Article 2. Personnel concerné.....	5
TITRE 2. DISPOSITIF SALARIAL	5
Article 3. Dispositions à l'égard des Non-Cadres.....	5
Article 4. Mesures concernant les Cadres	6
Article 4.1. Pour les Cadres, en général :.....	6
Article 4.2. Pour les Cadres Non-Optants :.....	7
Article 5. Revalorisation des minima de rémunération AXA	7
Article 6. Dynamisation de dispositifs complémentaires.....	7
Article 7. Portée - Effet - Dépôt.....	7
ANNEXE 1. POUR INFORMATION : PLANCHERS DE REMUNERATIONS AXA A EFFET DU 1^{ER} JUILLET 2021	8

TITRE 1. PORTEE DE L'ACCORD

Article 1. Période concernée

Les dispositions du présent accord ont une portée annuelle et valent ainsi pour la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Article 2. Personnel concerné

Les dispositions du présent accord concernent le personnel non commissionné, dit « personnel administratif », à l'exclusion des temporaires d'été et, sauf disposition particulière, des jeunes sous contrat d'alternance ou d'apprentissage dont la rémunération est basée sur les planchers de rémunération.

TITRE 2. DISPOSITIF SALARIAL

Le dispositif salarial relatif aux rémunérations comporte classiquement, d'une part des mesures d'augmentations générales, et, d'autre part, des mesures d'augmentations individuelles, dont les catégories de personnel bénéficiaires sont chaque fois précisées.

Il est précisé que les salariés en alternance sont bénéficiaires des augmentations générales appliquées aux minima professionnels de leur catégorie.

Article 3. Dispositions à l'égard des Non-Cadres

Dans l'objectif de maintenir le pouvoir d'achat des salariés non-cadres, les parties à l'accord conviennent du principe des mesures suivantes, à intervenir sur 3 éléments fondamentaux :

- fixation du taux d'Augmentation Générale à 0,4 % applicable au 1^{er} mai 2021, assorti d'un montant minimal de 130 € sur la base d'un travail à temps plein ;
- le budget annuel des Augmentations Individuelles à intervenir en juillet 2021 est établi à 0,7 % de la masse salariale annuelle des personnes concernées par ces mesures;
- la « Prime de Progrès d'Equipe », portée en 2021 à :
 - 1 002 € pour les classes 1 et 2 ;
 - 1 250 € pour les classes 3 ;
 - 1 440 € pour les classes 4, dont une part d'individualisation de 246 € pour les classes 4.

Les objectifs collectifs seront déterminés de façon plus objective et précise de manière à remplir les caractéristiques « SMART » (Simple, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporaire) ;

Le développement d'une part d'individualisation progressive interviendra au regard des spécificités de ses personnels et activités. Cette individualisation de la « Prime de Progrès d'Equipe » permet ainsi une revalorisation des montants cibles favorisant l'attribution des parts respectives collective et individuelle des salariés ; cette dernière pouvant représenter jusqu'à 246 € sur 2021.

L'enveloppe budgétaire globale des retours sera établie avec un taux minimum de distribution de 80 %.

Article 4. Mesures concernant les Cadres

Ces mesures visent respectivement d'une part, les cadres en général, d'autre part enfin ceux qui, dans le cadre de l'accord salarial triennal du 4 juillet 2001, ont été désignés sous le vocable de « Cadres Non-Optants » aux dispositions salariales particulières pour les cadres.

Article 4.1. Pour les Cadres, en général :

- Le taux des Augmentations Générales des salaires, pour les cadres des classes 5 est fixé à 0,2 % applicable au 1^{er} mai 2021 sur une base annuelle plafonnée à 56 000 €
- le budget annuel des Augmentations Individuelles à intervenir en juillet 2021 est établi sur la base de la masse salariale des personnes concernées, respectivement à :
 - 0,9 % pour les cadres optants de classes 5 ;
 - 1,1 % pour les cadres optants de classe 6 et pour les cadres de classe 7.
- le Complément de Rémunération Variable (CRV) :

Le Complément de Rémunération Variable est attribué en fonction d'objectifs de performance quantitatifs ou qualitatifs fixés annuellement. Ces objectifs de performance doivent être fixés après entretien entre le responsable hiérarchique et le cadre concerné. Ils seront déterminés de façon objective et précise, de manière à remplir les caractéristiques « SMART » (Simple, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporaire). Il est attribué proportionnellement au niveau d'atteinte des objectifs, dès lors que ceux-ci ont été atteints au moins à 50 %.

Le montant du CRV est établi pour 2020 respectivement à :

- 3 144 € en classe 5 ;
- 4 843 € en classe 6 ;
- 7 977 € en classe 7 ;

Le taux de retour minimal global garanti existant de 80 % est maintenu pour 2021.

Le CRV est exclusif de toute autre rémunération variable complémentaire dont pourrait bénéficier certaines catégories de personnel dans l'entreprise.

Toutefois, s'agissant du Complément de Rémunération Inspection (CRI) dont sont bénéficiaires les inspecteurs commerciaux non commissionnés de statut administratif relevant de la Convention Collective Nationale de l'Inspection (CCNI) du 27 juillet 1992 qui exercent leur activité dans un environnement d'agents généraux ou de courtiers d'assurances, il est précisé que celui-ci évoluera de 1,1 % en 2021. Le montant spécifique du CRV des Inspecteurs Risques Entreprises Multi-Branches (IREM) évoluera également de de 1,1 % en 2021.

Les cadres ayant, dans le cadre des précédentes dispositions conventionnelles, fait le choix du bénéficiaire du CRV continueront de bénéficier de ce dispositif dans les conditions définies au présent accord, sans avoir à renouveler leur choix. Les cadres précédemment optants qui ne souhaiteraient plus bénéficier de ce dispositif et les cadres précédemment non optants qui souhaiteraient opter pour ce dispositif devront en informer la RH avant le 31 mars 2021.

Par ailleurs, une attention particulière sera portée aux cadres optants non augmentés sur une période de 3 ans en vue d'étudier les mesures correspondantes.

Article 4.2. Pour les Cadres Non-Optants :

- au titre des Augmentations Générales :
 - le taux de progression annuelle globale des salaires est fixé à 0,4 % applicable au 1^{er} mai 2021
- au titre des Augmentations Individuelles :
 - le budget annuel correspondant est de 0,7 % de la masse salariale des personnes concernées à effet de juillet 2021

Article 5. Revalorisation des minima de rémunération AXA

Dans le prolongement des dispositions de l'accord RSG précédent sur les salaires du personnel administratif, les parties conviennent que les planchers de rémunération AXA sont revalorisés tel qu'indiqué en annexe à effet du 1^{er} juillet 2021 (annexe 1).

Article 6. Dynamisation de dispositifs complémentaires

Lors de la négociation salariale, les parties au présent accord ont souhaité dans le cadre des dispositions de l'article 3.2.2 de l'accord RSG du 13 juillet 2005 sur les droits fondamentaux relatif à la diversité et à l'égalité professionnelle au sein d'AXA en France, réitérer l'attention qu'il y a lieu de porter, dans le cadre des négociations salariales d'entreprise, à l'équité à rechercher entre les salaires des femmes et des hommes.

Article 7. Portée - Effet - Dépôt

Le présent accord cadre sur les salaires du personnel administratif dispose pour 2021.

Il prend effet à la date de sa signature.

Le présent accord fera l'objet, dans le respect des articles L 2231-5 et L 2231-6 du Code du travail, d'un dépôt :

- à l'Unité Territoriale des Hauts de Seine de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE),
- auprès du secrétariat greffe du Conseil de Prud'hommes de Nanterre.

Fait à Nanterre, le 21 janvier 2021

Annexe 1. Pour information : plafonds de rémunérations AXA à effet du 1^{er} juillet 2021

Classes CCN	Plafonds
1	20 422 €
2	20 805 €
3	24 008 €
4	28 501 €
5	33 862 €
6	44 437 €
7	59 608 €



SIGNATURES

Fait à Nanterre, le 21 janvier 2021

Pour AXA France :

Diane DEPERROIS Directrice des Ressources Humaines	
--	--

Pour les organisations syndicales :

CFDT	Christophe VERCOUTERE	DSC	
	Nadine FRANCES	DSC	
CFE-CGC	Gilles DELAGE	DSC	
	Christophe PESNEAUD	DSC	
FO	Catherine LUTECETTE-BLANC	DSC	
	Philippe GENSSE	DSC	
UDPA-UNSA	Yann LE BELLER	DSC	
	Giulia SCHUMACHER	DSC	

Accord AXA France du 21 janvier 2021 sur les salaires du Personnel Administratif
(Période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021)